

20/48/49²⁹

Document
de l'Assemblée
49

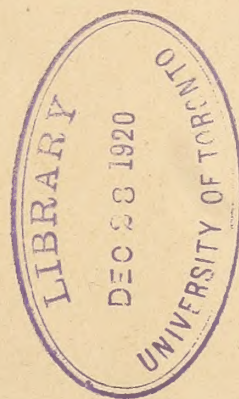


(Société des Nations)

(Demande de la Lettonie pour l'admission)
(dans la Société des Nations)

(MÉ MORANDUM DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL)

League of Nations



Application of Latvia for Admission
to the League of Nations

MEMORANDUM BY THE SECRETARY-GENERAL

Demande de la Lettonie en vue d'être admise dans la Société des Nations

MÉ MORANDUM DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

1. Dans une note en date du 14 mai 1920, le Représentant de la Lettonie en Italie adressait au Président du Conseil de la Société des Nations une note accompagnée d'une demande officielle de la Lettonie en vue de son admission dans la Société des Nations. La demande était également datée du 14 mai 1920.

Conformément à la requête du Représentant de la Lettonie, le Président du Conseil a transmis la demande au Conseil qui siégeait alors à Rome. Le Conseil l'a renvoyée au Secrétaire Général de la Société des Nations, et celui-ci l'a communiquée aux Etats membres de la Société le 5 juin 1920. Le texte complet de la note et de la requête est joint à ce document (Annexe 1).

Par une note en date du 26 octobre 1920, le Chargé d'Affaires de la Lettonie à Londres faisait connaître au Secrétaire Général que l'Assemblée Constituante de Lettonie avait, le 18 septembre 1920, adopté une résolution, dont il citait le texte affirmant le désir de la Lettonie de faire partie de la Société des Nations. Le texte complet de cette note citant la résolution est joint à ce document (Ann. 2).

On a reçu également une note similaire en date du 8 novembre 1920 émanant du Représentant de la Lettonie à Paris.

Une liste des documents se trouvant aux archives du Secrétariat de la Société se rapportant à la demande de la Lettonie, en vue d'être admise dans la Société, est jointe à ce document (Annexe 3).

Application of Latvia for Admission to the League of Nations

MEMORANDUM BY THE SECRETARY-GENERAL

1. In a note dated May 14, 1920, the Latvian Representative in Italy addressed to the President of the Council of the League a note, with which he enclosed the formal application of Latvia for admission to the League. The application also was dated May 14, 1920.

In accordance with the request of the Latvian Representative, the President of the Council transmitted the application to the Council, which was then sitting at Rome. The Council referred it to the Secretary General of the League, and the Secretary-General, on June 5, 1920, communicated it to the States Members of the League. The full text of the note and of the application is annexed to this document. (Annex 1.)

In a note dated October 26, 1920, the Chargé d'Affaires of Latvia at London informed the Secretary-General that the Constituent Assembly of Latvia had, on September 18, 1920, adopted a resolution, the text of which he quoted, affirming the desire of Latvia to become a Member of the League of Nations. The full text of this note, quoting the resolution, is annexed to this document. (Annex 2.)

A similar note, dated November 8, 1920, has been received from the Latvian Representative at Paris.

A list of the documents in the archives of the Secretariat of the League, relating to the application of Latvia for admission to the League, is annexed. (Annex 3.)

2. Le court résumé suivant de l'histoire de la Lettonie repose sur le mémorandum relatif à la Lettonie qui a été adressé à la Conférence de la Paix par la Délégation Lettonienne, dont des exemplaires ont été fournis par le Chargé d'Affaires de Lettonie à Londres, et se trouvent actuellement au Secrétariat de la Société des Nations.

A la suite d'une lutte qui dura pendant des siècles, le peuple letton fut conquis par les Germains et fut incorporé dans un Etat créé par l'ordre teutonique et qui dura jusqu'en 1560. Cet Etat fut démembré. L'Esthonie fut placée sous la domination de la Suède, Latgale et la Livonie furent soumises à la Lithuanie unie à la Pologne, tandis que Piltene et Oesel devenaient danois.

La Courlande seule conservait son indépendance sous forme de duché vassal de la Lithuanie-Pologne. Pendant cette période d'indépendance, la Courlande atteignait un haut degré de civilisation et de prospérité, créait une marine importante et fondait des colonies : en Amérique (Tobago) et en Afrique (Gambie).

La Livonie annexée par la Suède en 1621 fut conquise par les troupes de Pierre 1^{er} et fut officiellement annexée à la Russie en 1710. Après le premier partage de la Pologne, Latgale fut attribuée à la Russie et en 1795 la Courlande revint à la Russie. A partir de cette époque jusqu'à l'occupation allemande, au cours de la guerre, la Lettonie a fait partie de l'Empire Russe. Il y eut, à plusieurs reprises, des soulèvements lettons contre la domination russe, notamment en 1905, mais aucun ne fut couronné de succès.

Le rôle joué par la Lettonie et le peuple letton pendant la guerre est relaté tout au long dans ce mémoire.

L'indépendance de la Lettonie fut proclamée le 18 novembre 1918 par le Conseil National de Lettonie. Le Conseil National adopta en même temps un programme politique qui comprenait la convocation d'une Assemblée Constituante à la date la plus rapprochée, les membres de cette Assemblée Constituante devant être élus par le « suffrage universel » direct, égal, secret et proportionnel des deux sexes ».

Des traductions de ce document d'après une copie certifiée conforme fournie par le Gouvernement de Lettonie, qui se trouvent actuellement au Secrétariat de la Société des Nations, sont jointes au présent document (Annexe 4).

L'Assemblée Constituante adoptait le 26 mai 1920 une constitution provisoire pour la Lettonie. Des traductions de ce document, d'après une copie certifiée conforme qui a été fournie par le Gouvernement de Lettonie et qui se trouvent actuellement au Secrétariat de la Société des Nations sont jointes en annexe (Ann. 5).

La Lettonie a été reconnue en fait par les Etats suivants membres de la Société des Nations ¹ :

Grande-Bretagne	11 novembre 1918.
Japon	10 janvier 1919.
Pologne	22 octobre 1919.
France	28 avril 1920.
Belgique	
Haïti	
Libéria	

La Lettonie a été reconnue également en fait par ² :

Finlande	26 septembre 1919.
Lithuanie	23 octobre 1919.
Ukraine	10 décembre 1919.
Esthonie	

¹ Des exemplaires certifiés conformes des actes de reconnaissance des Etats suivants, membres de la Société, ont été fournis par le Gouvernement de la Lettonie, et se trouvent actuellement au Secrétariat de la Société des Nations : Grande-Bretagne, Japon, Pologne, France.

² Des exemplaires certifiés conformes des actes de reconnaissance par la Pologne et l'Ukraine ont également été reçus.

2. The following brief summary of the history of Latvia is based upon the Memorandum on Latvia which was addressed to the Peace Conference by the Lettish Delegation, copies of which have been furnished by the Latvian Chargé d'Affaires at London, and are now in the possession of the Secretariat of the League.

After a struggle which continued for some centuries, the Lettish people were conquered by the Germans, and were incorporated into a State created by the Teutonic Order, which lasted until 1560. This State was then broken up. Esthonia passing under the rule of Sweden and Latgale and Livonia under that of Lithuania united to Poland, while Piltene and Oesel became Danish.

Courland alone retained her independence, in the form of a vassal duchy of Lithuania-Poland. During this period of independence Courland attained a high order of culture and prosperity, developed a large navy, and established colonies in America (Tobago) and in Africa (Gambia).

Livonia, which had been annexed by Sweden in 1621, was conquered by the troops of Peter I, and was formally annexed to Russia in 1710. After the first Partition of Poland, Latgale was assigned to Russia, and in 1795 Courland joined Russia. From that time onward until the German occupation in the course of the War, Latvia was a constituent part of the Russian Empire. There were various Latvian revolts against the Russian rule, notably one in 1905, none of which were successful.

The part taken by Latvia and the Lettish people in the War is recited at some length in this Memorandum.

The independence of Latvia was declared on November 18, 1918, by the National Council of Latvia. At the same time the National Council adopted a political programme which included the convocation of a Constituent Assembly at the earliest possible date, the members of the Constituent Assembly to be elected by "general, direct, equal, secret and proportional voting of both sexes."

Translations of this document, based upon an authenticated copy furnished by the Latvian Government, and now in the possession of the Secretariat of the League, are annexed. (Annex 4.)

The Constituent Assembly of Latvia, on May 26, 1920, adopted a provisional constitution for Latvia. Translations of this document, based upon an authenticated copy which has been furnished by the Latvian Government and is now in the archives of the Secretariat of the League, are annexed. (Annex 5.)

Latvia has been recognised *de facto* by the following States Members of the League ¹ :

Great Britain	November 11, 1918.
Japan	January 10, 1919.
Poland	October 22, 1919.
France	April 28, 1920.
Belgium	
Haiti	
Liberia	

Latvia has also been recognised *de facto* by ²

Finland	September 26, 1919.
Lithuania	October 23, 1919.
The Ukraine	December 10, 1919.
Esthonia	

¹ Authenticated copies of the acts of recognition of the following States Members of the League have been furnished by the Latvian Government, and are now in the possession of the Secretariat of the League :— Great Britain, Japan, Poland, France.

² Authenticated copies of the acts of recognition by Finland and by the Ukraine have also been received.

La Lettonie a été reconnue en droit par la Russie soviétique en vertu de l'Article 11 du Traité signé entre la Lettonie et la Russie Soviétique. Des traductions du texte de cet article, d'après une copie certifiée conforme fournie par le Chargé d'Affaires de Lettonie et qui se trouvent actuellement au Secrétariat sont jointes en annexe (Annexe 6 ¹).

Les Etats-Unis d'Amérique ont toujours refusé d'accorder une reconnaissance quelconque à aucun des soi-disant Etats qui se trouvaient autrefois en totalité ou en partie dans l'Empire Russe, en exceptant cependant la Pologne et l'Arménie. A cet égard, on est prié de se référer à la note du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis adressée à l'Ambassadeur d'Italie à Washington en date du 10 août 1920, dont un exemplaire est joint en annexe (Annexe 7).

La Lettonie a également conclu un accord avec l'Allemagne, signé à Berlin, le 5 mai 1920; d'après une traduction officieuse, les articles 1 et 2 sont ainsi conçus ² :

« 1. La Lettonie et l'Allemagne reprendront immédiatement leurs relations » en envoyant des plénipotentiaires dûment accrédités.

» 2. L'Allemagne se déclare prête à reconnaître la Lettonie en droit, dès » qu'une des Puissances alliées nommées dans le Traité de Paix de Versailles aura » annoncé cette reconnaissance. »

La Lettonie a également conclu un traité avec l'Estonie en vue d'un arbitrage pour les questions de frontières. Ce Traité a reçu son exécution et les frontières entre la Lettonie et l'Estonie ont été définitivement établies.

La Lettonie a également conclu, sur les mêmes principes, un accord préliminaire avec la Lithuanie en vue d'un arbitrage pour les questions de frontières. — Cet accord n'a pas encore reçu son exécution.

3. La demande de la Lettonie, en vue d'être admise dans la Société, est conforme aux dispositions du paragraphe 2 de l'Article 1^{er} du Pacte. Ce paragraphe prévoit qu'un Etat se gouvernant librement peut faire partie de la Société, pourvu qu'entre autres conditions « il donne des garanties effectives de son intention sincère d'observer ses engagements internationaux ». A cet égard, on attire l'attention sur l'alinéa 3 de la requête de la Lettonie.

4. Le second alinéa de l'Article 1^{er} du Pacte prévoit également que l'Etat demandant son admission acceptera « le règlement établi par la Société en ce qui concerne ses forces et ses armements militaires, navals et aériens ». A cet égard, on attire l'attention sur le troisième alinéa de la requête de la Lettonie.

Le rapport de la Commission permanente consultative pour les questions militaires, navales et aériennes, qui a été soumis au Conseil de la Société au cours de sa session de Bruxelles le 22 octobre 1920, relativement à la Lettonie, est joint en annexe (Annexe 8). Le rapport a fait l'objet d'une résolution du Conseil qui sera soumise à l'Assemblée.

On attire l'attention sur l'une des conclusions de la Commission contenue dans ce rapport et ainsi conçue :

« La Commission estime tout d'abord qu'elle doit déclarer clairement que les » armements proposés ne doivent être considérés que comme provisoires. »

Le texte d'une note élaborée par la Commission Permanente Consultative pour les questions militaires, navales et aériennes, qui a été soumise au Conseil ainsi que le rapport ci-dessus mentionné, au sujet de la demande de la Lettonie, qui priait la Société des Nations de lui fournir certaines forces navales et qui était transmis en même temps que la note émanant du Chargé d'Affaires de Lettonie, à Londres, en date du 24 octobre 1920, se trouve également en annexe (Annexe 9).

¹ Le texte du Traité complet se trouve dans le *Baltic Review*, numéros d'octobre et novembre 1920.

² Le texte officiel du traité en letton et en allemand a été fourni par le Chargé d'Affaires de Lettonie à Londres et se trouve actuellement au Secrétariat.

Une traduction anglaise a été publiée dans le *Contemporary Review* (Août 1920, pages 283-284).

Latvia has been recognised *de jure* by Soviet Russia, by Article 11 of the Treaty between Latvia and Soviet Russia. Translations of the text of this article, based upon an authenticated copy, furnished by the Chargé d'Affaires of Latvia, which is now in the possession of the Secretariat, are annexed. (Annex 6¹.)

The United States of America has consistently refused to accord any recognition to any of the so-called States which were formerly wholly or in part within the Russian Empire, with the exceptions of Poland and of Armenia. In this relation reference is made to the note of the Secretary of State of the United States to the Ambassador of Italy at Washington, dated August 10, 1920, a copy of which is annexed. (Annex 7.)

Latvia has also concluded a Protocol with Germany, signed at Berlin May 5, 1920, Articles 1 and 2 of which read, according to an unofficial translation, as follows²:

“1. Latvia and Germany will immediately renew relations by the despatch of properly accredited plenipotentiaries.

“2. Germany declares her readiness to recognise Latvia *de jure*, as soon as one of the Allied Powers named in the Peace Treaty of Versailles has announced recognition.”

Latvia has also concluded a treaty with Esthonia, providing for the arbitration of questions of boundaries. This treaty has been executed, and the boundaries between Latvia and Esthonia have been definitely established.

Latvia has also concluded a preliminary agreement with Lithuania to arbitrate questions of boundaries in the same way. This agreement has not yet been executed.

3. The application of Latvia for admission to the League is made under the provisions of paragraph 2 of Article 1 of the Covenant. This paragraph provides that a fully self-governing State may become a Member of the League, provided, amongst other conditions, “that it shall give effective guarantees of its sincere intention to observe its international obligations.” In this relation attention is invited to paragraph 3 of the application of Latvia.

4. The second paragraph of Article 1 of the Covenant also provides that the State applying for Membership in the League “shall accept such regulations as may be prescribed by the League in regard to its military, naval and air forces and armaments.” In this relation attention is invited to the third paragraph of the application of Latvia.

The report of the Permanent Advisory Commission for Military, Naval and Air Questions, which was submitted to the Council of the League at its meeting at Brussels, on October 22, 1920, with reference to Latvia, is attached hereto. (Annex 8.) The report has formed the subject of a resolution of the Council, which is to be placed before the Assembly.

Attention is invited to one of the findings of the Commission, contained in the report, which reads as follows:

“The Commission considers that it must first of all state clearly that the armaments proposed should only be regarded as provisional.”

The text of a note prepared by the Permanent Advisory Commission for Military, Naval and Air Questions, which was submitted to the Council with the above Report, regarding the request of Latvia that the League might furnish her with certain naval forces, transmitted with the note from the Chargé d'Affaires of Latvia at London of October 24, 1920, is attached. (Annex 9.)

¹ The text of the complete treaty is to be found in the *Baltic Review* for October and November, 1920.

² The official text of the Treaty in Lettish and German, has been furnished by the Chargé d'Affaires of Latvia at London, and is now in the possession of the Secretariat.
An English translation is published in the *Contemporary Review*, August 1920, pages 283-284.

5. Par une note en date du 8 septembre 1920, le Secrétaire Général pria le Chargé d'Affaires de Lettonie à Londres de faire parvenir au Président du Conseil des Ministres de Lettonie une note sous le même pli, par laquelle on suggérerait que le Conseil de Lettonie envoyât, s'il le désirait, un Représentant à Genève, afin de fournir à l'Assemblée les renseignements qu'elle pourrait demander, le cas échéant, sur la question de l'admission de la Lettonie dans la Société des Nations.

Par une note en date du 10 septembre 1920, le Chargé d'Affaires de Lettonie à Londres faisait connaître au Secrétaire Général que cette communication avait été transmise au premier Ministre de Lettonie. Cette affaire a été mentionnée à nouveau dans la note émanant du Chargé d'Affaires de Lettonie en date du 26 octobre 1920, et dans une note datée de Genève le 13 novembre 1920, le Ministre des Affaires étrangères de Lettonie informa le Secrétaire Général que les personnes dont les noms suivent avaient été nommées à ces fins, et étaient arrivées à Genève :

MM. ZIGFRIDS A. MEIROVICS, Ministre des Affaires Etrangères de Lettonie.

JAN LASDIN, Chef du Cabinet du Ministre.

JAN SESKIS, Représentant diplomatique de Lettonie en Suisse.

JAN TOEPFER, Secrétaire.

5. In a note dated September 8, 1920, the Secretary-General asked the Chargé d'Affaires of Latvia at London to forward to the President of the Council of Ministers of Latvia a note enclosed, in which it was suggested that the Council of Latvia might, if it desired, send a representative to Geneva, in order to furnish the Assembly with such information, if any, as it might request, regarding the question of the admission of Latvia to the League.

In a note dated September 10, 1920, the Chargé d'Affaires of Latvia at London informed the Secretary-General that this communication had been forwarded to the Prime Minister of Latvia. The matter was again referred to in the note from the Chargé d'Affaires of Latvia of October 26, 1920 ; and in a note dated at Geneva, November 13, 1920, the Minister of Foreign Affairs of Latvia informed the Secretary-General that the following had been named for this purpose and had arrived at Geneva :

ZIGFRIDS A. MEIROVICS, Minister of Foreign Affairs of Latvia,
JAN LASDIN, Chief Secretary to the Minister,
JAN SESKIS, Diplomatic Representative of Latvia in Switzerland,
JAN TOEPFER, Secretary.

ANNEXE I.

LÉGATION DE LATVIA
EN ITALIE.

PALAZZO DELLA VEDOVA,
VIA GERMANICO, 198,
ROME, le 14 mai 1920.

EXCELLENCE,

Représentant de la République de la Latvia (Lettonie) à Rome et chargé par mon Gouvernement de transmettre au Conseil de la Société des Nations la demande de l'admission de la Latvia dans la Ligue, je me permets très respectueusement de vous transmettre cette demande en vous priant de bien vouloir la communiquer au Conseil.

Avec mes remerciements, veuillez agréer, Excellence, l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) D^r M. WALTERS,
*Ancien Ministre de l'Intérieur,
Représentant de la Latvia en Italie.*

A Son Excellence LÉON BOURGEOIS,
Président de la Société des Nations, Rome.

Au Conseil de la Société des Nations,

J'ai l'honneur d'informer le Conseil de la Société des Nations que, conformément aux pouvoirs que m'a transmis mon Gouvernement, expression de l'Assemblée Constituante, représentant la volonté du peuple letton, la République de la Latvia (Lettonie) exprime le désir d'être admise comme Membre de la Société des Nations.

La République de la Latvia, désireuse, selon le but primordial de la Société, de seconder effectivement le développement de la coopération des peuples en garantissant la paix et la sécurité de toute nation, m'a autorisé à faire les démarches nécessaires pour son admission à la Société des Nations, à titre d'Etat pleinement autonome et indépendant.

Je puis, à cet effet, donner toutes les assurances et assumer toutes les obligations de la part de la République, étant autorisé par mon Ministre des Affaires Etrangères M. Meirovics, selon un télégramme n° 5843 expédié de Riga le 20 avril 1920, à demander très respectueusement à l'Assemblée de la Société des Nations — en priant le Conseil de lui transmettre la demande — d'admettre parmi ses Membres la République de la Latvia (Lettonie), qui a donné toute garantie de sa sincère intention d'observer ses obligations internationales et d'accepter tous les règlements que la Société pourra prescrire en ce qui concerne ses forces et armements militaires, navals et aériens, ainsi que toutes les autres obligations indiquées dans la Convention de la Société des Nations, signée à Versailles le 28 juin 1919 ou celles que la Société pourra imposer à ses Membres,

ANNEX I.

[*Translation.*]

LATVIAN LEGATION
IN ITALY

PALAZZO DELLA VEDOVA,
VIA GERMANICO, 198,
ROME,

May 14th, 1920.

YOUR EXCELLENCY,

As Representative at Rome of the Republic of Latvia (Lettonia), I am instructed by my Government to transmit to the Council of the League of Nations a request for the admission of Latvia to the League. I have the honour to forward this request, begging you to be so good as to lay it before the Council.

I have the honour to be, etc.,

(*Signed*) DR. M. WALTERS,

*Former Minister for Home Affairs,
Latvian Representative in Italy.*

To His Excellency M. LÉON BOURGEOIS,
President of the League of Nations.

[*Translation.*]

To the Council of the League of Nations.

I have the honour to inform the Council of the League of Nations that, in accordance with instructions forwarded to me by my Government, based on a vote of the Constituent Assembly elected by the will of the Lettish people, the Republic of Latvia (Lettonia) expresses a wish to be admitted as a Member of the League of Nations.

The Republic of Latvia, being desirous of lending effective help in the development of co-operation between peoples by guaranteeing the peace and safety of every nation, in accordance with the fundamental aims of the League, has authorised me to take the necessary steps to secure its admission to the League of Nations, as a fully autonomous and independent State.

I am empowered to give every assurance and to undertake all the obligations necessary on behalf of the Republic. I have also been authorised by my Minister of Foreign Affairs, M. Meirovics, by telegram No. 5843, despatched from Riga on April 20th, 1920, to beg the Assembly, with all respect, to admit the Republic of Latvia (Lettonia) among its Members. I accordingly beg the Council to forward this request to the Assembly. The Republic has given every guarantee of its sincere intention to observe its international obligations, and to accept such regulations as may be prescribed by the League in regard to its military, naval, and air forces and armaments, together with all other obligations indicated in the Covenant of the League of Nations signed at Versailles on June 28th, 1919 ; or any further obligations which the League may impose upon its Members.

Le peuple letton, fortement organisé sur des bases constitutionnelles et démocratiques et qui a exprimé nettement sa volonté d'exister comme Etat libre et indépendant du droit international, en défendant son indépendance contre des ennemis bien supérieurs en nombre et, malgré les difficultés dépendant de la guerre, en assurant sa situation politique par d'heureuses mesures financières et économiques ainsi que par l'organisation du travail et l'exécution de réformes sociales à l'intérieur, désire collaborer de toutes ses forces à la Société des Nations et espère que l'Assemblée admettra la Latvia (Lettonie) comme Membre de la Société des Nations.

De la part et avec l'autorisation de la République de la Latvia (Lettonie).

(Signé) D^r M. WALTERS,
*Ancien Ministre de l'Intérieur,
Représentant de la République
de la Latvia en Italie.*

ROME, le 14 mai 1920.

The Lettish State is firmly established on a constitutional and democratic basis, and has clearly expressed its desire to exist as a free and independent people under International Law. It has maintained its independence against an enemy far superior in numbers, and, despite the difficulties arising from the War, has stabilised its political situation by well-chosen financial and economic measures, by the organisation of labour, and by the enactment of social reforms in its home affairs. It is therefore desirous of collaborating, to the utmost of its powers, with the League of Nations, and hopes that the Assembly will admit Latvia (Lettonia) as a Member of the League.

For and on behalf of the Republic of Latvia (Lettonia),

(Signed) DR. M. WALTERS,

*Former Minister for Home Affairs,
Latvian Representative in Italy.*

ROME, 14th May, 1920.

ANNEXE II.

N° 3619

LÉGATION DE LETTONIE

24, GLEDHOW GARDENS,
SOUTH KENSINGTON,

LONDRES, le 26 octobre 1920.

EXCELLENCE,

L'Assemblée Constituante de la Lettonie, élue par les citoyens lettons des deux sexes, âgés de plus de 21 ans, sur la base d'un vote général, égal, direct, secret et avec représentation proportionnelle, à la séance du 18 septembre 1920, a passé la résolution suivante :

« La Lettonie qui, au prix de graves sacrifices, a conquis sa liberté et son indépendance, exprime son désir de s'associer aux autres Etats dans le travail commun qu'ils ont entrepris dans le but d'établir la paix mondiale, de même que des relations entre les Etats et les Peuples sur la base de l'équité et de la justice. »

« Par conséquent, l'Assemblée Constituante charge le Gouvernement d'entreprendre les démarches nécessaires afin que la Lettonie soit reçue à la Société des Nations à titre de Membre jouissant de droits égaux. »

En vue de cela, le Gouvernement de la République lettone m'a chargé de porter cette résolution à la connaissance de Votre Excellence, avec la prière de bien vouloir soumettre la requête de la Lettonie à l'examen de l'Assemblée de la Société des Nations lors de sa prochaine réunion à Genève.

En même temps, le Gouvernement Letton serait bien reconnaissant de savoir si un représentant de la République de Lettonie serait admis à l'Assemblée de la Société des Nations qui aura lieu le 15 novembre 1920 à Genève et, en cas d'une réponse positive, à quel titre ce représentant serait reçu.

Je vous prie d'agréer, Excellence, les assurances de ma plus haute considération, avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

de Votre Excellence l'obéissant serviteur,

(Signé) G. W. BISSENEK,

Chargé d'Affaires de Lettonie.

A son Excellence Sir ERIC DRUMMOND,

Secrétaire Général de la Société des Nations.

ANNEX II

No. 3619

[*Translation.*]

LATVIAN LEGATION,
24, GLEDHOW GARDENS,
SOUTH KENSINGTON,
LONDON, *October 26th, 1920.*

SIR,

At its meeting on September 18th, 1920, the Constituent Assembly of Latvia, elected by all citizens of Latvia, over the age of 21, of both sexes, on the basis of a general equal, direct and secret vote, and on the principle of proportional representation, passed the following resolution :—

“ Latvia, at the price of great sacrifices, has won liberty and independence; she now expresses the desire to associate herself with the other States in the common task they have undertaken for the establishment of world peace and the realisation of justice and equity in international relations.

“ The Constituent Assembly therefore instructs the Government to take the necessary measures to secure Latvia’s admission to the League of Nations as a member with equal rights. ”

With this object, the Government of the Latvian Republic has asked me to lay the above resolution before your Excellency, begging you to submit Latvia’s request to the Assembly of the League of Nations at the coming meeting in Geneva.

The Latvian Government would, at the same time, be glad to know whether a representative of the Republic of Latvia could be admitted to the Assembly of the League of Nations on November 15th, 1920, at Geneva, and, if so, on what basis such a representative would be received.

I have the honour to be etc.

(Signed) G. W. BISSENEK
Latvian Chargé d’Affaires.

His Excellency, Sir ERIC DRUMMOND,
Secretary-General of the League of Nations.

ANNEXE III.

1. Note du Représentant de la Lettonie en Italie, en date du 14 mai 1920, adressée au Président du Conseil de la Société des Nations pour lui transmettre la demande de l'admission de la Lettonie dans la Société des Nations, avec prière de la communiquer au Conseil.

2. Note du Secrétaire Général de la Société des Nations adressée au Représentant de la Lettonie en Italie, en date du 19 mai 1920, accusant réception de la communication précédente.

3. Note du Représentant de la Lettonie en Italie, en date du 14 mai 1920, adressée à M. Tittoni, transmettant la demande de l'admission de la Lettonie avec prière de la soumettre au Conseil.

4. Lettre du Secrétaire Général au Représentant de la Lettonie en Italie, en date du 17 mai 1920, accusant réception de la communication précédente.

5. Lettre du Bureau letton d'information, en date du 31 août 1920, adressée au Secrétaire général de la Société pour lui transmettre des exemplaires du bulletin publié par le Ministère des Affaires extérieures de Lettonie, pendant la Conférence des Etats Baltiques.

6. Note du Secrétaire Général de la Société au Chargé d'Affaires de la Lettonie, à Londres, en date du 8 septembre 1920, contenant une note adressée au Conseil des Ministres de Lettonie, émettant l'idée que la Lettonie pourrait désirer envoyer un représentant à Genève ou aux environs.

7. Note verbale du Chargé d'Affaires letton à Londres, adressée au Secrétaire Général de la Société, en date du 10 septembre 1920, accusant réception de la précédente communication.

8. Note du Chargé d'Affaires de Lettonie, à Londres, en date du 28 septembre 1920, donnant communication de certains documents certifiés conformes.

9. Note du Secrétaire Général de la Société des Nations, en date du 1^{er} octobre 1920, au Chargé d'Affaires de Lettonie, accusant réception de la communication précédente.

10. Documents reçus du Gouvernement de Lettonie par un membre de la Section d'informations du Secrétariat.

11. Mémoire au sujet d'une conversation tenue avec le Chargé d'Affaires de Lettonie à Londres, en date du 23 octobre 1920, par un membre de la Section juridique du Secrétariat.

12. Note du Chargé d'Affaires de Lettonie à Londres, adressée au Secrétaire Général de la Société, en date du 24 octobre 1920, concernant les résolutions votées par le Conseil de la Défense Nationale pour la création de forces navales en Lettonie.

13. Mémoire relatant un entretien entre le Représentant de la Lettonie à Londres et le Secrétaire Général de la Société, en date du 12 octobre 1920.

14. Note du Chargé d'Affaires de Lettonie, à Londres, au Secrétaire Général, en date du 26 octobre 1920, pour lui transmettre une résolution adoptée par l'Assemblée Constituante de Lettonie.

15. Note du Secrétaire Général de la Société au Chargé d'Affaires de Lettonie, accusant réception de la communication précédente.

16. Note du Représentant de la Lettonie en France, adressée au Secrétaire Général de la Société des Nations, en date du 8 novembre 1920, pour lui transmettre une résolution rapportée dans le document n° 14.

17. Note du Ministre des Affaires étrangères de Lettonie, datée de Genève le 13 novembre 1920, désignant les Représentants de Lettonie à l'Assemblée, et faisant part de leur arrivée à Genève.

18. Note du Secrétaire Général au Ministre des Affaires Etrangères de Lettonie, en date du 14 novembre 1920, accusant réception des documents ci-dessus.

ANNEX III.

1. Note from the Latvian Representative in Italy dated May 14, 1920, to the President of the Council of the League of Nations, transmitting the application of Latvia for admission to the League, with the request that it be communicated to the Council.

2. Note from the Secretary-General of the League of Nations to the Latvian Representative in Italy, dated May 19, 1920, acknowledging the above communication.

3. Note from the Latvian Representative in Italy, dated May 14, 1920, to Signor Tittoni, transmitting the application of Latvia for admission, with the request that it be presented to the Council.

4. Note from the Secretary-General to the Latvian Representative in Italy, dated May 17, 1920, acknowledging receipt of the above communication.

5. Letter from the Lettish Information Bureau, dated August 31, 1920, to the Secretary-General of the League, transmitting copies of the Bulletin, published by the Foreign Office of Latvia during the Baltic States Conference.

6. Note from the Secretary-General of the League to the Chargé d'Affaires of Latvia at London, dated September 8, 1920, enclosing a note addressed to the Council of Ministers of Latvia, in which it is suggested that Latvia might desire to send a representative to Geneva or to some nearby place.

7. Note Verbale from the Latvian Chargé d'Affaires at London to the Secretary-General of the League, dated September 10, 1920, acknowledging the receipt of the above communication.

8. Note from the Chargé d'Affaires of Latvia at London, dated September 28, 1920, transmitting certain authenticated documents.

9. Note from the Secretary-General of the League, dated October 1, 1920, to the Latvian Chargé d'Affaires, acknowledging receipt of the above communication.

10. Documents received from the Latvian Government by a member of the Information Section of the Secretariat.

11. Memorandum of a conversation with the Latvian Chargé d'Affaires at London, dated October 23, 1920, by a member of the Legal Section of the Secretariat.

12. Note from the Chargé d'Affaires of Latvia at London to the Secretary-General, dated October 24, 1920, regarding resolutions passed by the Council of the Ministry of National Defence with relation to the creation of a naval force for Latvia.

13. Memorandum of an interview with the Representative of Latvia at London, by the Secretary-General of the League, dated October 12, 1920.

14. Note from the Chargé d'Affaires of Latvia in London, to the Secretary-General, dated October 26, 1920, transmitting a resolution adopted by the Constituent Assembly of Latvia.

15. Note from the Secretary-General of the League to the Latvian Chargé d'Affaires in London, acknowledging the receipt of the above communication.

16. Note from the Latvian Representative in France to the Secretary-General of the League, dated November 8, 1920, transmitting the resolution referred to in document No. 14.

17. Note from the Minister of Foreign Affairs of Latvia, dated at Geneva, November 13, 1920, naming the Latvian representatives at the Assembly, and stating that they had arrived at Geneva.

18. Note from the Secretary-General to the Minister of Foreign Affairs of Latvia, dated November 14, 1920, acknowledging the receipt at the above communication.

ANNEXE IV.

1. AUX CITOYENS DE LA LETTONIE,

Le Conseil National, se reconnaissant comme seul investi du pouvoir suprême de l'Etat letton, déclare que :

1^o La Lettonie, une dans ses limites ethnographiques (Courlande, Livonie, et Latgallie), est un Etat indépendant, démocratique et républicain. Les actes constitutionnels et les relations avec les Etats étrangers seront établis dans l'avenir le plus prochain par l'Assemblée Constituante convoquée sur les bases du suffrage direct, égal, secret et proportionnel des deux sexes.

2^o Le Conseil National de Lettonie a pris le Gouvernement provisoire comme émanation suprême de son pouvoir en Lettonie.

Le Conseil National invite les citoyens lettons à maintenir la paix et l'ordre et à appuyer le Gouvernement Provisoire de toutes leurs forces dans sa tâche difficile et pleine de responsabilité.

RIGA, 18 novembre 1918.

*Le Premier Ministre du Gouvernement Provisoire
de Lettonie :*

ULMANIS.

Le Vice-Président du Gouvernement Letton :

SEMGALS.

2. PROGRAMME POLITIQUE DU CONSEIL NATIONAL DE LETTONIE ADOPTÉ DANS SA SESSION DU 18 NOVEMBRE 1918.

I

L'Assemblée Constituante.

1^o L'Assemblée Constituante de Lettonie doit être convoquée le plus tôt possible.

2^o Les membres de l'Assemblée Constituante sont élus au suffrage universel, direct, égal et secret, sans distinction de sexes.

II

Constitution et rapports de l'Etat avec les autres Etats.

1^o République établie sur des principes démocratiques.

2^o Admission de la Lettonie unie et indépendante dans la Société des Nations.

ANNEX IV.

[*Translation.*]

1. TO THE CITIZENS OF LATVIA

The National Council, recognising itself as the sole bearer of the supreme power in the State of Latvia, declares that :

(1) Latvia — in the united ethnographic boundaries (Courland, Livonia and Latgalia) — is an independent, democratic-republican State. Constitutions and relations towards foreign States shall be stated in the nearest future by the Constituent Assembly convoked upon the basis of a general, direct, equal, secret and proportional voting of both sexes.

(2) The National Council of Latvia has founded the Provisional Government of Latvia as the highest bearer of the Power in Latvia.

The National Council of Latvia invites the citizens of Latvia to maintain peace and order and to support the Provisional Government of Latvia in its difficult and responsible work with all their might and main.

RIGA, *November 18, 1918.*

*Prime Minister
of the Provisional Government of Latvia :*

ULMANIS.

*Assistant of the President
of the National Council of Latvia :*

SEMGALS.

2. THE POLITICAL PLATFORM OF THE NATIONAL COUNCIL OF LATVIA, ADOPTED IN ITS SESSION ON NOVEMBER 18, 1918.

I.

The Constituent Assembly.

(1) The Constituent Assembly of Latvia should be convoked in the nearest future.

(2) The members of the Constituent Assembly are elected upon the basis of a general, direct, equal, secret and proportional voting of both sexes.

II.

Constitution and relation of the State towards other States.

(1) Republic on democratic principles.

(2) United and independent Latvia in the League of Nations.

III

Le Pouvoir suprême et la Constitution politique et économique de l'Etat.

1° Le Pouvoir suprême est accordé au Conseil National jusqu'à la date de convocation de l'Assemblée Constituante, le Conseil National désigne également le Gouvernement Provisoire.

2° Font partie du Conseil National par l'intermédiaire de leurs Délégués : a) les partis politiques ; b) les minorités nationales ; c) les districts de Lettonie, à savoir la Courlande et la Latgallie, qui n'ont pas jusqu'à présent de partis politiques.

3° Il y a lieu de former le Gouvernement Provisoire conformément à des principes d'union nationale.

4° Jusqu'à la date de convocation de l'Assemblée Constituante, le pouvoir exécutif est entre les mains du Gouvernement provisoire.

5° Jusqu'à la date de convocation de l'Assemblée constituante le Gouvernement Provisoire n'a pas le droit de modifier l'ordre social existant.

IV

Droits des autres nationalités.

1° Les minorités nationales envoient des Représentants à l'Assemblée Constituante et aux Institutions législatives conformément au principe du vote proportionnel.

2° Les minorités nationales qui font partie du Conseil National de Lettonie prennent part au Gouvernement provisoire conformément aux termes du chapitre III, article 3.

3° Les droits de nationalité et de culture des groupes nationaux seront garantis par des lois fondamentales.

V

Droits civiques.

1° Les libertés de la presse, de parole et de réunion devront être garanties par les règlements du Gouvernement Provisoire.

2° Une amnistie sera accordée dans tous les cas, sauf les cas criminels.

3° Possibilité sera donnée aux citoyens lettons de revenir dans leur pays.

VI

Défense nationale.

1° La Milice de la Nation lettone (ses forces de sécurité) doit être formée par conscription sans exclure l'enrôlement volontaire. La milice (la force de la

III.

The Sovereign power and the political and economical order of the State.

(1) The sovereign power belongs to the National Council up to the time of the convocation of the Constituent Assembly which also appoints the Provisional Government.

(2) In the National Council of Latvia take part with their delegates: (a) political parties, (b) national minorities and (c) those districts of Latvia, namely Courland and Latgalia, in which at present no political parties exist.

(3) At the formation of the Provisional Government coalition principles are to be considered.

(4) Up to the time of the convocation of the Constituent Assembly the executive power is in the hands of the Provisional Government.

(5) Up to the time of the Convocation of the Constituent Assembly the Provisional Government has no right to alter the existing social order.

IV.

Rights of other nationalities.

(1) National minorities send their representatives to the Constituent Assembly and legislative institutions on the principles of a proportional voting.

(2) National minorities which are in the National Council of Latvia take part in the Provisional Government on the basis of chapter III article 3.

(3) The Cultural and national rights of national groups are to be guaranteed by fundamental laws.

V.

Rights of Citizens.

(1) The freedom of Press, word, assemblies are to be guaranteed by the rules of the Provisional Government.

(2) Amnesty in all cases excepting in criminal.

(3) Possibility for Latvian citizens to return to their country.

VI.

Defence of the State.

(1) The militia of the Latvian nation (its force of security) is to be founded on enrolling principles, not excluding voluntary application. Militia (the force

sécurité nationale) est sous le contrôle supérieur du Gouvernement Provisoire qui s'occupe d'organiser la sécurité nationale.

2° Les troupes allemandes seront évacuées à la date indiquée.

VII

Principes d'autonomie.

L'élection des institutions de "Self-Government" doit avoir lieu conformément aux principes énoncés au chapitre I^{er}, article 2. Jusqu'à la date de convocation de l'Assemblée Constituante, l'époque de cette élection sera désignée par le Gouvernement Provisoire qui organise également à titre provisoire les institutions locales autonomes du Gouvernement letton.

*Le Vice-Président du Conseil National
de Lettonie :*

SEMGALS.

Pour copie conforme :

(Signé) SEYA,

*Chef du Département politique et diplomatique
du Ministère des Affaires Etrangères
de Lettonie.*

of the national security) is under the direct superintendence of the Provisional Government which organizes the national security.

(2) German forces are to be evacuated at the appointed time.

VII.

Self-Government.

(1) The election of the institutions of the self-government are to be effected on the principles of Chapter I, article 2. Up to the time of the convocation of the Constituent Assembly the term of this election is to be appointed by the Provisional Government which also organizes the local provisional institutions of self-government.

The Assistant of the President of the National Council of Latvia :

SEMGALS.

For the correctness :

(Signed) L. SEYA,

*Chief of the Political - Diplomatic
Department of the Ministry for
Foreign Affairs of Latvia.*

ANNEXE V.

La Commission Constituante de Lettonie a accepté en troisième lecture, dans sa séance du 26 mai 1920, les termes suivants de la Constitution.

A. DÉCLARATION DE L'ÉTAT DE LETTONIE.

1° La Lettonie est une République indépendante constituée en Etat démocratique.

2° Le pouvoir suprême de l'Etat Letton réside dans la nation lettone.

B. RÈGLEMENT CONSTITUTIONNEL PROVISOIRE DE L'ÉTAT LETTON.

1° L'Assemblée Constituante a été élue en 1920 au nom de la Nation lettone comme mandataire du pouvoir suprême de l'Etat Letton.

2° L'Assemblée Constituante doit élaborer et promulguer les lois constitutionnelles fondamentales de l'Etat et les lois de réforme agraire.

3° L'Assemblée Constituante, pendant la validité de ses pouvoirs, promulgue aussi toutes autres lois jugées nécessaires, elle établit également le budget et vote les crédits.

4° L'Assemblée Constituante décide de la paix et de la guerre et ratifie les traités internationaux conclus avec d'autres Etats.

5° Le Président de l'Assemblée Constituante représente l'Etat dans les rapports internationaux, accrédite les ambassadeurs de Lettonie, et reçoit les lettres de créance des ambassadeurs des autres Etats. Sur résolution de l'Assemblée Constituante, déclare la guerre et signe les traités internationaux au nom de l'Etat.

6° Le pouvoir exécutif appartient au Ministère auquel sont subordonnés toutes les institutions de l'Etat et le Commandement militaire.

7° Le Gouvernement est formé par un citoyen chargé de ce soin par le Président et l'Assemblée Constituante.

8° Le Ministère est responsable de ses actions devant l'Assemblée Constituante. Il abandonne le pouvoir lorsqu'il perd la confiance de l'Assemblée Constituante.

9° La Lettonie proclame l'inviolabilité des citoyens, l'inviolabilité de domicile, de presse, de parole, l'inviolabilité des assemblées et réunions publiques.

10° Les Membres de l'Assemblée Constituante peuvent être traduits devant une Cour de Justice si une résolution dans ce sens est acceptée par une majorité de deux tiers des membres de l'Assemblée Constituante.

11° Les Membres du Ministère peuvent être convoqués, pour répondre de tous manquements officiels, devant une Cour de Justice afin de fournir des explications si une résolution dans ce sens est votée par l'Assemblée Constituante à la majorité simple.

12° L'Assemblée Constituante déposera ses pleins pouvoirs après s'être acquittée de sa tâche.

Pour copie conforme :

(Signé) L. SEYA,

*Chef du Département Politique et Diplomatique
du Ministère des Affaires Etrangères
de Lettonie,*

ANNEX V.

[*Translation.*]

The Latvian Constituent Commission on its 3rd reading agreed at the session of May 26 1920, on the following terms of the Constitution :

A. DECLARATION OF THE STATE OF LATVIA.

- (1) Latvia is an independent Republic with the order of a democratic State.
- (2) The sovereign power of the State of Latvia belongs to the Latvian nation.

B. PROVISIONAL RULES OF THE ORDER OF THE STATE OF LATVIA.

- (1) In the name of the Latvian nation the Constituent Assembly has been elected in 1920 as the bearer of the sovereign power of the Latvian State.
- (2) The Constituent Assembly has to work out and issue the fundamental and agrarian reformation laws of the State.
- (3) The Constituent Assembly issues also other laws which prove to be necessary in the time of its existence and it also decides the budget and credits of the State.
- (4) The Constituent Assembly decides on war and peace and ratifies international Treaties concluded with other States.
- (5) The President of the Constituent Assembly represents the State internationally, accredits the ambassadors of Latvia and accepts those of other States. Upon the resolution of the Constituent Assembly in the name of the State he proclaims war and signs international Treaties.
- (6) The executive power belongs to the Cabinet, to which are subject all State's institutions and Military Commandership.
- (7) The Cabinet is formed by a person who is invited by the President of the Constituent Assembly.
- (8) The Cabinet is responsible for its activity before the Constituent Assembly and it lays down its power in case it loses the confidence of the Constituent Assembly.
- (9) In Latvia exists the inviolability of person, lodging, Press, word, conscience, assemblies and public meetings which are to be stated and secured by corresponding laws issued.
- (10) Members of the Constituent Assembly can be summoned before Court of Justice if such a resolution is accepted by the majority of two-thirds of the members of the Constituent Assembly.
- (11) Members of the Cabinet for their official trespasses can be called before the Court of Justice to give their explanations if such a resolution is accepted by the Constituent Assembly by majority of votes.
- (12) The Constituent Assembly after having fulfilled its duty, lays down its plenipotence.

For the correctness :

(Signed) L. SEYA

*Chief of the Political-Diplomatic Department
of the Ministry for Foreign
Affairs of Latvia.*

ANNEXE VI

TRAITÉ DE PAIX ENTRE LA RUSSIE ET LA LETTONIE.

Article 11.

Vu la proclamation par la République Socialiste Fédérative des Soviets Russes du droit de libre disposition de toutes les nations, quand il irait même jusqu'à la séparation absolue d'avec l'Etat auquel elles appartiennent, et vu la volonté expressément déclarée par la nation lettone d'accéder à une existence politique indépendante, la Russie reconnaît sans réserves l'indépendance librement déterminée et la souveraineté de l'Etat Letton. Elle renonce volontairement et pour toujours au droit souverain sur les nations et sur le territoire letton qui lui appartenaient en vertu de l'ordre constitutionnel qui existait auparavant, et en vertu également des traités internationaux, elle déclare que cet ordre constitutionnel et ces traités, dans leur partie relative au projet ci-dessus, perdent toute force à l'avenir.

Aucune responsabilité concernant la Russie ne doit découler pour la nation et le territoire letton du fait d'avoir appartenu auparavant à ce pays.

Pour copie conforme :

(Signé) L. SEYA,

*Chef du Département Politique et Diplomatique
du Ministère des Affaires Etrangères
de Lettonie.*

ANNEX VI.

PEACE TREATY BETWEEN RUSSIA AND LATVIA.

Article 11.

In view of the proclamation of the Russian Socialist Federative Soviet Republic of the right of all nations to free self-determination even to the extent of absolute separation from the State to which they belong, and in view of the definitely expressed will of the Latvian nation to have an independent government existence, Russia recognizes without reservation, the independence, self-existence, and sovereignty of the Latvian State, and voluntarily renounces for ever all sovereign rights which belonged to Russia in regard to the Latvian nation and territory by virtue of the lawful constitutional order which existed in the past as well as by virtue of international treaties where, in the sense stated herein, lose their force in the future. No obligation whatever in regard to Russia arises for the Latvian nation and territory out of the fact that they formerly belonged to Russia

For correctness of the translation :

(Signed) L. SEYA.

*Chief of the Political-Diplomatic
Department of the Ministry for Foreign
Affairs of Latvia.*

ANNEXE VII.

NOTE ADRESSÉE PAR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES ETATS-UNIS
A L'AMBASSADEUR D'ITALIE A WASHINGTON.

10 août 1920.

MONSIEUR LE MINISTRE,

L'agréable nouvelle que vous avez bien voulu faire parvenir au Département d'Etat au sujet du bon accueil que le Gouvernement Italien réserverait à l'expression des vues de mon Gouvernement sur la situation qui résulte de l'avance russe en Pologne, mérite une prompte réponse. Je vais essayer sans retard de vous définir la position de mon Gouvernement, non seulement en ce qui touche la situation résultant de l'avance militaire russe en Pologne, mais aussi sur certains aspects connexes inséparables de la question russe envisagée sous un angle plus large.

Mon Gouvernement croit à la nécessité d'un Etat Polonais uni, libre et indépendant, et le peuple des Etats-Unis désire ardemment le maintien de l'indépendance politique et de l'intégrité territoriale de la Pologne. Nous ne nous départirons pas de cette attitude et la politique de mon Gouvernement ne négligera aucun moyen efficace d'atteindre ce but. Mon Gouvernement, en conséquence, ne s'élève pas contre les efforts évidents qui sont faits, semble-t-il, dans certains milieux, en vue de la conclusion d'un armistice entre la Pologne et la Russie, mais il n'entend point, du moins pour l'instant, collaborer à aucun projet qui étendrait les négociations d'armistice à l'ouverture d'une Conférence européenne. Il en résulterait, selon toute probabilité, deux conséquences qui répugneraient également à notre Pays, à savoir : la reconnaissance du régime bolchévique et le règlement des problèmes russes presque inévitablement fondés sur le démembrement de la Russie.

Le développement de la Révolution Russe depuis son début en mars 1917 jusqu'à l'heure actuelle a été suivi par le Gouvernement et le peuple des Etats-Unis avec une amicale sollicitude et une sympathie profonde pour les efforts faits par le peuple russe afin de reconstruire sa vie rationnelle sur le large fondement d'un libre Gouvernement populaire. Le Gouvernement des Etats-Unis, en plein accord d'esprit avec notre peuple, a toujours désiré vivement porter aide au peuple russe. Ce sont ces dispositions qui ont orienté et dirigé nos relations tant avec la Russie qu'avec les autres nations dans les questions qui concernaient ce pays.

Le Gouvernement des Etats-Unis est le premier qui ait accepté pour légitime la révolution russe et reconnu le Gouvernement provisoire. Presque aussitôt après, la nécessité se fit sentir pour les Etats-Unis d'entrer en guerre contre l'Allemagne, et dans cette entreprise de s'associer étroitement avec les Puissances alliées, qui comprenaient, bien entendu, la Russie. La lassitude des masses russes est parfaitement connue par notre Gouvernement et envisagée avec un sentiment de sympathie. La sagesse, notre intérêt personnel, comme la loyauté due à nos Associés, nous ont fait un devoir de donner notre aide morale et matérielle au Gouvernement provisoire qui luttait pour accomplir une double tâche : celle de poursuivre vigoureusement la guerre et celle, en même temps, de réorganiser la vie nationale et d'établir un Gouvernement stable émanant de la souveraineté populaire.

Ces raisons n'influaient cependant nullement sur l'amitié sincère du Gouvernement et du peuple américain pour la grande Nation russe. L'amitié témoignée par la Russie à l'égard de ce pays, dans un moment d'épreuve et de détresse, nous a laissé un impérissable sentiment de gratitude. C'est à titre d'amis reconnaissants que nous avons envoyé en Russie une Commission technique pour l'aider à réorganiser ses transports par chemins de fer, de manière à rendre sa vigueur à la vie économique du pays et à permettre d'accroître le bien-être du peuple russe.

Tout en déplorant que la Russie se soit retirée de la guerre à un moment critique et en regrettant sa capitulation désastreuse à Brest-Litovsk, les Etats-Unis ont parfaitement compris que le peuple de Russie ne pouvait en être tenu pour responsable.

ANNEX VII.

NOTE FROM THE SECRETARY OF STATE OF THE UNITED STATES TO THE
AMBASSADOR OF ITALY AT WASHINGTON.

August 10th, 1920.

EXCELLENCY :

The agreeable intimation which you have conveyed to the State Department that the Italian Government would welcome a statement of the views of this Government on the situation presented by the Russian advance into Poland, deserves a prompt response, and I will attempt without delay a definition of this Government's position, not only as to the situation arising from Russian military pressure upon Poland, but also as to certain cognate and inseparable phases of the Russian question viewed more broadly.

This Government believes in a united, free and autonomous Polish State, and people of the United States are earnestly solicitous for the maintenance of Poland's political independence and territorial integrity. From this attitude we will not depart, and the policy of this Government will be directed to the employment of all available means to render it effectual. The Government, therefore, takes no exception to the effort apparently being made in some quarters to arrange an Armistice between Poland and Russia, but it would not, at least for the present, participate in any plan for the expansion of the Armistice negotiations into a general European Conference, which would in all probability involve two results, from both of which this country strongly recoils, viz, the recognition of the Bolshevist regime and a settlement of Russian problems almost inevitably upon the basis of a dismemberment of Russia.

From the beginning of the Russian Revolution, in March, 1917 to the present moment, the Government and the people of the United States have followed its development with friendly solicitude and with profound sympathy for the efforts of the Russian people to reconstruct their national life upon the broad basis of popular self-government. The Government of the United States, reflecting the spirit of its people, has at all times desired to help the Russian people. In that spirit all its relations with Russia, and with other nations in matters affecting the latter's interests, have been conceived and governed.

The Government of the United States was the first Government to acknowledge the validity of the revolution and to give recognition to the provisional Government of Russia. Almost immediately thereafter it became necessary for the United States to enter the war against Germany, and in that undertaking to become closely associated with the Allied nations, including, of course, Russia. The war weariness of the masses of the Russian people was fully known to this Government and sympathetically comprehended. Prudence, self-interest and loyalty to our associates made it desirable that we should give moral and material support to the provisional Government which was struggling to accomplish a two-fold task, to carry on the war with vigour, and, at the same time, to reorganise the life of the nation and establish a stable government based on popular sovereignty.

Quite independent of these motives, however, was the sincere friendship of the Government and the people of the United States for the great Russian nation. The friendship manifested by Russia towards this nation in a time of trial and distress has left with us an imperishable sense of gratitude. It was as a grateful friend that we sent to Russia an expert commission to aid in bringing about such a reorganisation of the railroad transportation system of the country as would reinvigorate the whole of its economic life and so add to the well-being of the Russian people.

While deeply regretting the withdrawal of Russia from the war at a critical time, and the disastrous surrender at Brest-Litovsk, the United States has fully understood that the people of Russia were in no wise responsible.

Les Etats-Unis maintiennent intacte leur foi dans le haut caractère et dans l'avenir du peuple russe. Nous n'avons pas le moindre doute qu'il n'arrive à surmonter la période actuelle d'anarchie, de souffrance et de disette. Le caractère navrant de la transformation de la Russie évoque plusieurs parallèles historiques. Les Etats-Unis sont persuadés que relevée, libre et unie, la Russie reprendra une place prédominante dans le monde, d'accord avec les autres nations libres pour le maintien de la paix et de la justice.

En attendant, les Etats-Unis se rendent compte que l'amitié et l'honneur réclament une protection généreuse des intérêts russes et que, dans la limite du possible, toutes les décisions d'importance vitale pour elle, tout particulièrement celles qui toucheraient à sa souveraineté sur les territoires de l'ancien Empire russe, doivent être suspendues. C'est ce sentiment d'amitié et d'obligation d'honneur à l'égard de la grande nation qui, héroïquement, s'est immolée elle-même, contribuant ainsi à l'heureux succès de la guerre, qui a inspiré le Gouvernement des Etats-Unis dans sa réponse au Conseil National lithuanien le 15 octobre 1919 et dans son refus persistant de reconnaître les Etats Baltiques comme des Nations indépendantes de la Russie. C'est dans le même esprit qu'a été écrite la note de notre Gouvernement en date du 24 mars 1920. Il y déclare, au sujet de certains règlements dans le proche Orient, qu'aucune décision définitive ne saurait et ne pourrait être prise sans le consentement de la Russie.

C'est encore dans l'esprit de ces importantes déclarations sur sa politique que les Etats-Unis ont suspendu leur approbation aux décisions du Conseil Suprême de Paris portant reconnaissance de l'indépendance des soi-disant Républiques de Géorgie et d'Azerbaïdjan et que leur Gouvernement a donné ses instructions à son Représentant dans la Russie du Sud, le Vice-Amiral Newton A. Mac-Kully. Enfin, tout en reconnaissant avec plaisir l'indépendance de l'Arménie, le Gouvernement des Etats-Unis a pris une position et n'a pas voulu que la détermination finale des frontières du nouvel Etat pût être faite, sans la collaboration et l'assentiment de la Russie. La Russie n'est pas seulement en cause parce qu'une partie considérable du territoire de la nouvelle Arménie, tel qu'il sera déterminé, appartenait antérieurement à l'Empire Russe, mais pour la raison non moins importante de la nécessité pour une Arménie indépendante et libre de jouir de la bonne volonté et de l'amitié protectrice de la Russie.

Ces exemples montrent combien une loyale amitié pour la Russie a constamment inspiré la politique étrangère du Gouvernement, toujours logique avec lui-même, des Etats-Unis. C'est contre notre volonté que la Russie tombée sans défense dans la griffe d'un Gouvernement qui ne la représente point, et dont le seul recours est la force brutale, pourrait être affaiblie davantage par une politique de démembrement inspirée par d'autres intérêts que les siens.

Le désir des Puissances alliées de trouver une solution pacifique aux difficultés existantes en Europe trouve, bien entendu, notre Gouvernement cordialement d'accord pour appuyer toutes les démarches que cette fin justifierait. Il nous est impossible de penser, cependant, que la reconnaissance du régime des Soviets puisse nous rapprocher de ce but et encore moins nous permettre de l'atteindre. Nous sommes donc opposés à toutes relations avec le régime des Soviets allant plus loin que les étroites limites où la discussion d'un armistice doit se confiner.

Les maîtres actuels de la Russie ne la gouvernent point de par la volonté ou le consentement d'une partie plus ou moins considérable du peuple russe, c'est un fait indiscutable. Bien que près de deux années et demie se soient écoulées depuis qu'ils se sont emparés de la machine gouvernementale, en promettant leur protection à l'Assemblée Constituante contre les prétendues conspirations, ils n'ont encore rien permis qui ressemble à une élection populaire. Au moment où l'œuvre de création d'un Gouvernement populaire représentatif, issu du suffrage universel, approchait de son terme, les bolchévistes, qui n'étaient qu'une minorité négligeable, se sont emparés par la force et la ruse du Gouvernement et des rouages de l'Etat et ont continué à s'en servir pour se maintenir au pouvoir en faisant régner la plus sauvage oppression.

Sans avoir le moindre désir d'intervenir dans les affaires du peuple russe, ou suggérer quelle sorte de Gouvernement il devrait avoir, le Gouvernement des Etats-Unis exprime son vif espoir qu'on trouve bientôt le moyen d'instituer un

The United States maintains unimpaired its faith in the Russian people, in their high character and their future. That they will overcome the existing anarchy, suffering and destitution we do not entertain the slightest doubt. The distressing character of Russia's transition has many historical parallels, and the United States is confident that restored, free and united, Russia will again take a leading place in the world, joining with the other free nations in upholding peace and orderly justice.

Until that time shall arrive the United States feels that friendship and honour require that Russia's interests must be generously protected, and that, as far as possible, all the decisions of vital importance to it, and especially those concerning its sovereignty over the territory of the former Russian Empire, be held in abeyance. By this feeling of friendship and honourable obligation to the great nation whose brave and heroic self-sacrifice contributed so much to the successful termination of the war, the Government of the United States was guided in its reply to the Lithuanian National Council, on October 15th, 1919, and in its persistent refusal to recognise the Baltic States as separate nations independent of Russia. The same spirit was manifested in a Note of this Government, of March 24th, 1920, in which it was stated, with reference to certain proposed settlements in the Near East, that "no final decision should or can be made without the consent of Russia".

In line with these important declarations of policy, the United States withheld its approval from the decision of the Supreme Council at Paris recognising the independence of the so-called republics of Georgia and Azerbaidjan, and so instructed its representative in Southern Russia, Rear Admiral Newton A. McCully. Finally, while gladly giving recognition to the independence of Armenia, the Government of the United States has taken the position that the final determination of its boundaries must not be made without Russia's cooperation and agreement. Not only is Russia concerned because a considerable part of the territory of the new State of Armenia, when it shall be defined, formerly belonged to the Russian Empire; equally important is the fact that Armenia must have the goodwill and the protective friendship of Russia if it is to remain independent and free.

These illustrations show with what consistency the Government of the United States has been guided in its foreign policy by a loyal friendship for Russia. We are unwilling that, while it is helpless in the grip of a non-representative Government, whose only sanction is brutal force, Russia shall be weakened still further by a policy of dismemberment conceived in other than Russian interests.

With the desire of the Allied Powers to bring about the peaceful solution of existing difficulties in Europe, this Government is of course in hearty accord and will support any justifiable steps to that end. It is unable to perceive, however, that a recognition of the Soviet regime would promote, much less accomplish this object, and it is therefore averse to any dealings with the Soviet regime beyond the most narrow boundaries to which a discussion of an Armistice can be confined.

That the present rulers of Russia do not rule by the will or the consent of any considerable proportion of the Russian people is an incontestable fact. Although nearly two and a half years have passed since they seized the machinery of Government promising to protect the constituent Assembly against alleged conspiracies against it, they have not yet permitted anything in the nature of a popular election. At the moment when the work of creating a popular representative Government based upon universal suffrage was nearing completion, the Bolsheviki, although in number, an inconsiderable minority of the people by force and cunning seized the powers and machinery of Government and have continued to use them with savage oppression to maintain themselves in power.

Without any desire to interfere in the internal affairs of the Russian people, or to suggest what kind of government they should have, the Government of the United States does express the hope that they will soon find a way to set up a

Gouvernement qui représente ses libres aspirations et réalise ses desseins. Ce moment une fois venu, les Etats-Unis examineront les mesures qu'ils peuvent prendre, dans l'ordre pratique, pour venir en aide à la Russie et faciliter sa reconstitution, pourvu que la Russie ne se soit pas elle-même aliéné l'intérêt et l'amitié d'autres nations par le pillage et l'oppression des Polonais.

Il n'est pas possible, pour le Gouvernement des Etats-Unis, de reconnaître les dirigeants actuels de la Russie comme formant un Gouvernement avec lequel on pourrait entretenir les relations qui sont communes à tous les Gouvernements amis. Cette conviction n'a rien à faire avec toute organisation politique ou sociale que le peuple russe jugerait lui-même bon de se donner. Elle repose sur une série de faits entièrement différents. Ces faits, qui ne sont contestés par personne, ont donné au Gouvernement des Etats-Unis la conviction contre son propre gré que le régime qui existe actuellement en Russie est fondé sur la négation de tous les principes d'honneur et de bonne foi, et qu'il est contraire à tous les usages et conventions sur lesquels repose tout l'édifice du droit international, qu'il est en un mot la négation même de tous les principes sur lesquels il est possible d'établir la bonne entente et la confiance, soit entre les nations, soit entre les individus.

Les dirigeants responsables de ce régime se sont fréquemment et ouvertement vantés d'être prêts à souscrire à des accords et à des engagements avec les Puissances étrangères, tout en n'ayant pas la moindre intention de tenir ces engagements, ni d'exécuter ces accords ; ce reniement d'obligations contractées volontairement, ils tendent à le justifier en prétendant qu'aucun contrat, ou aucun accord, conclu avec un Gouvernement non bolchéviste n'a pour eux aucune valeur, et ils ne se sont pas contentés de proclamer cette doctrine, mais ils l'ont pratiquée.

En fait, à plusieurs reprises, les porte-paroles qualifiés de cette Puissance, et ses agents officiels, ont déclaré qu'ils entendent bien que l'existence même du bolchévisme en Russie, le maintien de leur propre autorité, dépendent, et doivent continuer à dépendre, de révolutions à venir dans toutes les autres nations civilisées, sans en excepter les Etats-Unis, — révolutions qui renverseront et détruiront les Gouvernements de tous ces pays et institueront à leur place le régime bolchéviste. Ils n'ont laissé aucun doute sur leur intention de recourir à tous les moyens, y compris naturellement l'emploi d'agents diplomatiques, pour favoriser dans d'autres pays des mouvements révolutionnaires de ce genre.

Il est vrai de dire que de différentes manières ils se sont déclarés prêts à donner des « assurances » et des « garanties » qu'ils n'abuseront pas des privilèges et des immunités diplomatiques pour atteindre le but ci-dessus énoncé. Devant leurs propres déclarations, dont il vient d'être parlé, ces assurances et ces garanties ne sauraient être prises au sérieux. De plus, il est venu à la connaissance du Gouvernement des Etats-Unis que le Gouvernement Bolchéviste est lui-même soumis au contrôle d'une fraction politique qui a des ramifications internationales très étendues par le moyen de la Troisième Internationale, et que ce dernier organisme, auquel le Gouvernement Bolchéviste accorde de gros subsides prélevés sur les revenus publics de la Russie, a pour but, ouvertement affiché, de provoquer des révolutions bolchévistes dans l'univers entier.

Pour les chefs bolchévistes, ils se sont vantés que les promesses qu'ils ont faites de ne pas intervenir dans les autres pays ne lient en rien les agents de cette organisation dont nous venons de parler. Il n'y a pas le moindre doute, pour des esprits raisonnables, que ces agents jouiraient de l'appui et de la protection de tous représentants diplomatiques que les bolchévistes pourraient avoir dans les autres pays. Il est donc inévitable que le service diplomatique du Gouvernement Bolchéviste devienne un instrument d'intrigue et de propagande révolutionnaire contre les institutions et les lois des pays avec lesquels il serait en état de paix. Ce serait abuser des relations amicales d'une manière qui ne saurait être tolérée par des Gouvernements éclairés.

Dans l'opinion de notre Gouvernement, il ne peut y avoir aucun terrain commun entre nous et une Puissance qui se fait des relations internationales une conception si entièrement étrangère à la nôtre et qui répugne si complètement à son sentiment de la morale. Il ne saurait exister aucune confiance réciproque, aucune foi, aucun respect même si des gages sont donnés et si des accords sont

government representing their free will and purpose. When that time comes the United States will consider the measures of practical assistance which can be taken to promote the restoration of Russia, provided Russia has not taken itself wholly out of the pale of the friendly interest of other nations by the pillage and oppression of the Poles.

It is not possible for the Government of the United States to recognize the present rulers of Russia as a government with which the relations common to friendly governments can be maintained. This conviction has nothing to do with any particular political or social structure which the Russian people themselves may see fit to embrace. It rests upon a wholly different set of facts. These facts, which none dispute, have convinced the Government of the United States, against its will, that the existing regime in Russia is based upon the negation of every principle of honour and good faith, and every usage and convention underlying the whole structure of international law; the negation, in short, of every principle upon which it is possible to base harmonious and trustful relations, whether of nations or of individuals.

The responsible leaders of the regime have frequently and openly boasted that they are willing to sign agreements and undertakings with foreign Powers while not having the slightest intention of observing such undertakings or carrying out such agreements. This attitude of disregard of obligations voluntarily entered into, they base upon the theory that no compact or agreement made with a non-Bolshevist Government can have any moral force for them. They have not only avowed this as a doctrine, but have exemplified it in practice.

Indeed, upon numerous occasions the responsible spokesmen of this Power, and its official agencies, have declared that it is their understanding that the very existence of Bolshevism in Russia, the maintenance of their own rule, depends, and must continue to depend, upon the occurrence of revolutions in all other civilised nations, including the United States, which will overthrow and destroy their Governments and set up Bolshevist rule in their stead. They have made it quite plain that they intend to use every means, including, of course, diplomatic agencies, to promote such revolutionary movements in other countries.

It is true that they have in various ways expressed their willingness to give "assurances" and "guarantees" that they will not abuse the privileges and immunities of diplomatic agencies by using them for this purpose. In view of their own declarations, already referred to, such assurances and guarantees cannot be very seriously regarded. Moreover, it is within the knowledge of the Government of the United States that the Bolshevist Government is itself subject to the control of a political faction, with extensive international ramifications through the Third Internationale, and that this body, which is heavily subsidized by the Bolshevist Government from the public revenues of Russia, has for its openly avowed aim the promotion of Bolshevist revolutions throughout the world.

The leaders of the Bolsheviki have boasted that their promises of non-interference with other nations would in no wise bind the agents of that body. There is no room for reasonable doubt that such agents would receive the support and protection of any diplomatic agencies the Bolsheviki might have in the other countries. Inevitably, therefore, the diplomatic service of the Bolshevist Government would become a channel for intrigues and the propaganda of revolt against the institutions and laws of countries, with which it was at peace, which would be an abuse of friendship to which enlightened Governments cannot subject themselves.

In the view of this Government there cannot be any common grounds upon which it can stand with a Power whose conceptions of international relations are so entirely alien to its own, so utterly repugnant to its moral sense. There can be no mutual confidence of trust, no respect, even if pledges are to be given and agreements made with a cynical repudiation of their obligations already in

conclus pendant qu'une des parties se réserve mentalement de renoncer avec cynisme à ses engagements. Nous ne pouvons reconnaître les agents d'un Gouvernement, nous ne pouvons entretenir de relations officielles avec eux, nous ne pouvons leur accorder une réception amicale, quand ce Gouvernement est bien décidé ou engagé à conspirer contre nos institutions, quand ces diplomates doivent provoquer des révoltes dangereuses, quand ceux qui parlent en son nom disent qu'ils signent des accords sans la moindre intention de les exécuter.

Pour résumer la position de notre Gouvernement, je voudrais donc dire en réponse à la demande de Votre Excellence, qu'il regarderait d'un œil favorable une déclaration faite par les Puissances alliées et associées, affirmant que l'intégralité territoriale et les véritables frontières seront respectées. Ces frontières devraient rationnellement comprendre la totalité de l'Ancien Empire Russe, à l'exception de la Finlande proprement dite, de la Pologne ethnique et des territoires qui pourraient, en vertu d'un accord, faire partie de l'Etat Arménien.

Les aspirations de ces Nations à l'indépendance sont parfaitement légitimes. Chacune d'entre elles fut annexée par la violence, sa libération d'un régime d'oppression étranger n'impliquant aucune violation des droits territoriaux de la Russie, elle a été sanctionnée par l'opinion publique de tous les peuples libres. Une déclaration comme celle dont il vient d'être question présuppose le retrait de toutes les troupes étrangères hors du territoire compris dans sa frontière, et dans l'opinion de notre Gouvernement elle devrait être accompagnée de l'avertissement qu'aucun empiétement par la Pologne, par la Finlande, ou par toute autre Puissance sur la frontière ainsi tracée et proclamée, ne sera permis.

C'est seulement de cette façon qu'on pourra enlever toute sa force au fallacieux appel que le régime bolchéviste adresse aux nationalistes russes, et qu'on l'obligera à répondre aux exigences inévitables de la raison et du respect de soi-même lorsque le peuple russe, mis à l'abri de l'invasion et de toute violation de son territoire, lancera le défi à un système de philosophie sociale qui le dégrade et à la tyrannie qui l'opprime.

La politique qui vient d'être esquissée est sûre d'obtenir l'appui de notre Gouvernement.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) BAINBRIDGE COLBY.

A Son Excellence,

M. le Baron CAMILLE ROMANO AVEZZANA,

Ambassadeur d'Italie.

the mind of one of the parties. We cannot recognise, hold official relations with, or give friendly reception to, the agents of a Government which is determined and bound to conspire against our institution ; whose diplomats will be the agitators of dangerous revolt ; whose spokesmen say that they sign agreements with no intention of keeping them.

To summarise the position of this Government, I would say, therefore, in response to your Excellency's enquiry, that it would regard with satisfaction a declaration by the Allied and Associated Powers, that the territorial integrity and true boundaries of Russia shall be respected. These boundaries should properly include the whole of the former Russian Empire, with the exception of Finland proper, ethnic Poland, and such territory as may by agreement form a part of the Armenian State.

The aspirations of these nations for independence are legitimate. Each was forcibly annexed and their liberation from oppressive alien rule involves no aggressions against Russia's territorial rights, and has received the sanction of the public opinion of all free peoples. Such a declaration presupposes the withdrawal of all foreign troops from the territory embraced by these boundaries, and in the opinion of this Government should be accompanied by the announcement that no transgression by Poland, Finland or any other Power, of the line so drawn and proclaimed, will be permitted.

Thus only can the Bolshevist regime be deprived of its false, but effective, appeal to Russian nationalism and compelled to meet the inevitable challenge of reason and self respect which the Russian people, secure from invasion and territorial violation, are sure to address to a social philosophy that degrades them and a tyranny that oppresses them.

The policy herein outlined will command the support of this government.

Accept, Excellency, the renewed assurance of my highest consideration.

(Signed) BAINBRIDGE COLBY.

His Excellency,

Baron CAMILLE ROMANO AVEZZANA

Ambassador of Italy.

ANNEXE VIII.

RAPPORT AU CONSEIL DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS DU COMITÉ CONSULTATIF PERMANENT POUR LES QUESTIONS MILITAIRES, NAVALES ET AÉRIENNES.

BRUXELLES, le 22 octobre 1920.

LETTONIE.

ARMÉE :

Les forces militaires de la Lettonie se composent en ce moment de 50.000 hommes. Le Gouvernement désire réduire ce contingent à 20.000 hommes en temps de paix.

Opinion de la Commission :

Elle recommande le maintien ou la réduction des forces indiquées plus haut.

MARINE :

La Lettonie ne possède à présent aucune marine, mais demande l'autorisation d'avoir en service huit contre-torpilleurs, quatre sous-marins et 1.500 mines.

Opinion de la Commission :

La Commission propose à l'unanimité d'autoriser le Gouvernement lettonien à posséder quatre contre-torpilleurs de moins de 1.500 tonnes et 1.500 mines ; à une majorité de 6 voix contre 2, elle approuve la proposition relative aux sous-marins, aux mêmes conditions que celles qui ont été imposées à la Finlande.

FORCES AÉRIENNES :

La Lettonie demande l'autorisation de mettre en service 10 hydroaéroplanes.

Opinion de la Commission :

Elle approuve la constitution de cette force aérienne.

Le rapport de la Commission a fait l'objet d'une résolution du Conseil qui doit être présentée à l'Assemblée.

ANNEX VIII.

REPORT OF THE PERMANENT ADVISORY COMMISSION FOR MILITARY, NAVAL
AND AIR QUESTIONS, TO THE COUNCIL OF THE LEAGUE OF NATIONS.

BRUSSELS, 22nd October, 1920.

LATVIA.

ARMY :

The military forces of Latvia consist at the moment of 50,000 men. The Government desires to reduce this force to 20,000 in time of peace.

Opinion of the Commission :

Recommends the maintenance or reduction of the force mentioned above.

NAVY :

Latvia has at present no Navy but asks permission to have eight Destroyers, four Submarines, and 1,500 mines.

Opinion of the Commission :

The Commission unanimously proposes to authorise the Government of Latvia to have four Destroyers of less than 1,500 tons, and 1,500 mines, and by a majority of 6 votes to 2, approves of the proposal with regard to the submarines under the same conditions as for Finland.

AIR FORCES :

Latvia asks permission to have 10 Hydro-Aeroplanes.

Opinion of the Commission :

Recommends the above force.

The report of the Commission has formed the subject of a resolution of the Council, which is to be placed before the Assembly.

ANNEXE IX.

TEXTE D'UNE NOTE PRÉPARÉE PAR LE COMITÉ CONSULTATIF PERMANENT POUR
LES QUESTIONS MILITAIRES, NAVALES ET AÉRIENNES, RELATIVE A LA DEMANDE
DE LA LETTONIE TENDANT A SE FAIRE PROCURER DU MATÉRIEL NAVAL PAR LA
SOCIÉTÉ DES NATIONS.

La Sous-Commission tient à indiquer que le Gouvernement Lettonien semble demander à la Société non seulement l'autorisation d'entretenir des forces navales et aériennes, mais demanderait, en outre, à se faire fournir par elle des bâtiments et des hydroplanes à titre gratuit. Ces questions ne se rapportent pas au sujet présentement examiné par la Commission, mais elle désire cependant les soumettre à l'attention du Conseil.

ANNEX IX.

TEXT OF A NOTE PREPARED BY THE PERMANENT ADVISORY COMMISSION FOR
MILITARY, NAVAL AND AIR QUESTIONS, REGARDING THE REQUEST OF LATVIA
THAT THE LEAGUE MIGHT FURNISH HER WITH CERTAIN NAVAL FORCES.

The Sub-Commission wishes to point out that the Government of Latvia seems to request the League not only to give permission for certain naval and air forces, but further to supply it with these ships and hydroplanes free of charge. These questions do not concern the subject at present under consideration by the Commission, but the Commission wishes to bring them to the notice of the Council.
